

# Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)

## Marché de service

LOCATION-MAINTENANCE AVEC OPTION D'ACHAT D'UNE  
STRUCTURE POUR MANIPULATIONS MICROBIOLOGIQUES  
SECURISEES D'AGENTS BIOLOGIQUES DE GROUPE 2.

## Table des matières

1. Présentation de l'IFREMER .....	3
2. Objet de l'accord cadre .....	4
3. Lieux d'intervention .....	4
4. Description des prestations .....	4
4.1. Description générale des prestations .....	4
4.2. Référence réglementaire et exigence de confinement de niveau 2.....	5
4.3. Description des activités pouvant être réalisées au sein de cette structure.....	9
4.4. Description des principaux besoins de la structure .....	9
4.5. Description de la mise en place .....	10
4.6. Formation .....	12
4.7. Suivi des interventions de maintenance .....	12
4.8. Désinstallation de la structure .....	14
4.9. Interlocuteurs du marché .....	14
4.10. Bilan annuel et rapport annuel .....	14
4.11. Reprise des déchets .....	15
4.12. Confidentialité .....	15
4.13. Sécurité et prévention des risques.....	15
4.14. Développement durable .....	15

## 1. Présentation de l'IFREMER

Établissement public à caractère industriel et commercial, l'Ifremer est placé sous la tutelle conjointe du Ministère de la Transition Écologique et Solidaire et de l'Energie et du Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

Ses missions sont :

- connaître, évaluer et mettre en valeur les ressources des océans et permettre leur exploitation durable ;
- améliorer les méthodes de surveillance, de prévision d'évolution de protection et de mise en valeur du milieu marin et côtier ;
- favoriser le développement économique du monde maritime ;

Pour atteindre ces objectifs, l'Ifremer concentre son action dans les domaines suivants :

- la recherche ;
- l'expertise d'intérêt public (surveillance de l'environnement littoral et contrôle de la qualité des produits de la mer) ;
- la mise à disposition de moyens (flotte océanographique et développement technologique) ;
- le transfert vers les entreprises et la valorisation de ses activités.

Ses domaines d'activités sont :

- surveillance, usage et mise en valeur des mers côtières ;
- surveillance et optimisation des productions aquacoles ;
- ressources halieutiques, exploitation durable et valorisation ;
- exploration et exploitation des fonds océaniques ;
- circulation et écosystèmes marins, évolution et prévision ;
- grands équipements pour l'océanographie.

### ***Présentation du Centre Bretagne***

Le Centre Bretagne de l'Ifremer est l'un des 5 centres de l'Institut (quatre centres métropolitains et un centre outre-mer). Il accueille son siège social et est distribué sur cinq implantations bretonnes. La principale se situe sur le site de Plouzané (26 hectares, 32 bâtiments), plus de mille personnes y travaillent. Un site expérimental à Argenton est dédié à l'aquaculture (1 hectare, 1 vivier, 2 bâtiments). Trois stations sont réparties le long de la côte (Dinard ; Concarneau ; Lorient 5300 m<sup>2</sup>, 1 bassin, 2 bâtiments). Le Centre Bretagne accueille sur ces implantations un nombre important d'activités scientifiques et technologiques nécessitant des installations diverses telles que :

- Bâtiments tertiaires (bureaux, amphithéâtres, salles de réunion, salles de conférence, salles de visio-conférence et restaurant),
- Plateformes expérimentales, ateliers et laboratoires (bassins d'eau de mer et d'eau douce, caissons hyperbares, spectromètres, nombreux laboratoires et salles blanches dont des laboratoires de radioactivité, etc...),
- Infrastructures lourdes (château d'eau de mer, salles informatiques, chambres froides, centrales de production d'électricité, d'eau glacée, d'air comprimé, boucle 20 KV, pompage eau de mer).

La Direction du Centre Bretagne est en charge de la gestion des infrastructures immobilières et installations techniques du Centre et de sa logistique. Elle doit également s'assurer de la mise en place et du respect des règles de sécurité. Elle s'appuie sur deux services, le service

Infrastructures et Moyens Associés (IMA) et le service Conditions de travail et Prévention des Risques Professionnels (CPRP), dont la finalité des missions est de fournir aux utilisateurs du patrimoine du Centre Bretagne un environnement de travail conforme à leurs exigences, tant sur le plan normatif (laboratoires accrédités en particulier) que réglementaire (code du travail, contrôle et vérification des équipements ou installations techniques, information et formation des personnels, rédaction des consignes générales et particulières de sécurité et des plans de prévention ...) afin de garantir sécurité et protection des utilisateurs, bonnes conditions de travail et sécurité de fonctionnement.

## 2. Objet de l'accord cadre

Les prestations, objet du présent cahier des clauses particulières (C.C.T.P), ont pour objet la location-maintenance avec option d'achat d'une structure « clé en main » et d'équipements pour réaliser des manipulations de microbiologie sur des micro-organismes de type L2, ainsi que les prestations associées, à savoir :

- l'installation,
- la mise en service,
- la formation,
- la garantie et la maintenance,
- la fourniture des consommables associés aux actions de maintenance de l'équipement loué au titre du présent accord-cadre.

## 3. Lieux d'intervention

La maintenance du matériel sera à réaliser principalement sur les sites suivants :

Site	Adresse
Site Ifremer de Plouzané	Centre Bretagne -1625 Route de Sainte-Anne- 29280 Plouzané

## 4. Description des prestations

### 4.1. Description générale des prestations

Les prestations, objet du présent cahier des clauses particulières (C.C.T.P), concernent la location entretien d'une structure mobile/modulaire permettant de réaliser des manipulations de micro-organismes en toute sécurité et en garantissant un niveau de confinement biologique adapté.

Il est attendu de cette structure un équivalent aux laboratoires de biosécurité de niveau 2. (cf. chapitre 4.2 ci-dessous).

L'équipement devra être « clé en main », équipé des technologies conformes aux normes les plus strictes pour les applications complexes de confinement biologique.

La solution pourra être mise en place dans un délai court, idéalement moins de 2 mois après la commande.

Il est également attendu une proposition de service après-vente tels que la maintenance, la surveillance à distance et la vérification annuelle.



## 4.2. Référence réglementaire et exigence de confinement de niveau 2

Les exigences minimales attendues sont décrites dans le texte réglementaire ci-dessous, et en particulier les annexes 1 et 5 :

*« Arrêté du 16 juillet 2007 fixant les mesures techniques de prévention, notamment de confinement, à mettre en œuvre dans les laboratoires de recherche, d'enseignement, d'analyses, d'anatomie et cytologie pathologiques, les salles d'autopsie et les établissements industriels et agricoles où les travailleurs sont susceptibles d'être exposés à des agents biologiques pathogènes. »*

### **MESURES TECHNIQUES GÉNÉRALES DE PRÉVENTION ET DE CONFINEMENT MINIMUM À METTRE EN OEUVRE DANS TOUS LES ÉTABLISSEMENTS MENTIONNÉS À L'ARTICLE 1er DU PRÉSENT ARRÊTÉ. (Article ANNEXE I)**

ANNEXE I : Modifié par Arrêté du 27 décembre 2017 - art. 5

Tout établissement mentionné à l'article 1er du présent arrêté respecte au moins les mesures suivantes(1) :

#### a) Conception

1. Aménagement pour le rangement des vêtements de protection et des équipements de protection individuelle, séparé de celui réservé aux effets personnels des travailleurs. Le vestiaire destiné aux effets personnels est localisé en dehors de la salle dédiée aux activités techniques.
2. Signalisation par le pictogramme " danger biologique ".
3. Accès limité aux seuls travailleurs autorisés.
4. Salle dédiée aux activités techniques séparée des autres locaux par au moins une porte verrouillable.
5. Ventilation des salles dédiées aux activités techniques assurée par un dispositif de ventilation mécanique, conformément à l'article R. 4222-11 du code du travail.
6. Présence d'une fenêtre d'observation ou d'un système équivalent permettant de voir les occupants.
7. Moyens de communication avec l'extérieur (ex. : téléphone).

#### b) Aménagements internes des salles dédiées aux activités techniques

1. Surfaces de paillasse imperméables à l'eau, résistantes aux acides, bases, solvants, désinfectants.
2. Lave-mains à déclenchement non manuel.
3. Moyens de lutte efficace contre les vecteurs, par exemple rongeurs et insectes.

#### c) Pratiques opératoires dans les salles dédiées aux activités techniques.

##### 1. Organisation du travail et procédures

Mise en œuvre de techniques réduisant au niveau aussi bas que possible la formation d'aérosols et de gouttelettes.

Existence de zones distinctes, sécurisées, dédiées et clairement indiquées pour la conservation des échantillons, des milieux contenant des agents pathogènes, des corps et des cadavres d'animaux.

Décontamination du matériel et des équipements susceptibles d'être contaminés (centrifugeuse, fermenteur, poste de sécurité microbiologique, dispositif de ventilation et de climatisation...) avant toute autre intervention de maintenance pouvant entraîner un risque biologique pour l'opérateur. Communication aux intervenants de maintenance d'un document attestant de la décontamination.

Mise en place de système de confinement approprié et validé pour le transport des échantillons à l'intérieur de l'établissement.

Modalités de transport des échantillons à l'extérieur de l'établissement en conformité avec la réglementation.

Marquage avant enlèvement des cadavres d'animaux suspects d'être contaminés par des agents biologiques des groupes 3 ou 4, ou de leur contenant (mention de la maladie présumée).

En vue de l'élimination et conformément à la réglementation, utilisation de conteneurs spécifiques :

- pour les aiguilles contaminées, les objets piquants ou tranchants souillés ;
- pour les déchets d'activité de soins à risques infectieux et assimilés.

Utilisation chaque fois qu'il est possible de matériel à usage unique.

Présence d'un équipement de base spécifique à la salle dédiée aux activités techniques (matériel identifié).

Mise en place de procédures écrites décrivant les méthodes de travail et les mesures de protection et de prévention visant à protéger les travailleurs contre les risques biologiques, incluant la liste des opérations devant être effectuées sous poste de sécurité microbiologique.

Mise en place de procédures écrites définissant des moyens et méthodes de nettoyage et de désinfection appropriés.

Information et formation pour toute personne intervenant dans les salles dédiées aux activités techniques, y compris le personnel chargé du nettoyage et de la maintenance, conformément aux dispositions des articles R. 4425-1 à R. 4425-7, [R. 4512-15](#) et [R. 4512-16](#) du code du travail.

## 2. Protections individuelles

Port de vêtements de protection et de chaussures différents des vêtements de ville et réservés aux salles dédiées aux activités techniques.

Port d'équipements de protection individuelle (gants à usage unique, gants anticoupures, surchaussures, lunettes de protection, appareil de protection respiratoire...) en fonction des résultats de l'évaluation des risques.

## 3. Règles d'hygiène

Interdiction de manger, de boire, de fumer, de se maquiller et de manipuler des lentilles de contact.

Interdiction de pipeter à la bouche et de procéder à un examen olfactif des cultures.

(1) Pour les laboratoires d'analyses de biologie médicale, ces dispositions s'appliquent sans préjudice des dispositions prévues par l'arrêté du 26 novembre 1999.

**MESURES TECHNIQUES SPÉCIFIQUES DE PRÉVENTION ET DE CONFINEMENT MINIMUM À METTRE EN OEUVRE DANS LES LABORATOIRES DE RECHERCHE, DE DÉVELOPPEMENT ET D'ENSEIGNEMENT OÙ SONT UTILISÉS DÉLIBÉRÉMENT DES AGENTS BIOLOGIQUES PATHOGÈNES CLASSÉS DANS LES GROUPES 2, 3 OU 4. (Article ANNEXE V)**

• [ANNEXE V](#)

MESURES DE CONFINEMENT DANS LES SALLES	NIVEAUX DE CONFINEMENT		
	2	3	4
dédiées aux activités techniques			
a) Conception			
1. Accès via un sas muni de portes asservies ne pouvant pas s'ouvrir simultanément.	Non	Oui	Oui
2. Possibilité de fermer hermétiquement la salle dédiée aux activités techniques pour permettre la désinfection.	Optionnel*	Oui	Oui
3. Filtration de l'air entrant de la salle dédiée aux activités techniques (filtre HEPA).	Non	Oui	Oui
4. Filtration de l'air extrait dans la salle dédiée aux activités techniques (filtre HEPA).	Non	Oui	Oui, double filtre HEPA
5. Fenêtres fermées pendant la manipulation.	Oui	Oui, hermétiquement closes	Oui, hermétiquement closes et incassables
6. Maintien d'une pression négative dans la salle dédiée aux activités techniques par rapport aux zones voisines.	Non	Oui	Oui
7. Système d'alarme pour détecter tout changement anormal de la pression de l'air.	Non	Oui	Oui
8. Approvisionnement en énergie électrique de secours.	Non	Optionnel	Oui
9. Système de ventilation de secours.	Non	Optionnel	Oui
b) Aménagements internes			
1. Présence d'au moins un poste de sécurité microbiologique.	Oui	Oui	Oui
2. Vêtements de protection.	Oui	Oui	Oui. Change complet avant l'entrée et la sortie de la salle dédiée aux activités techniques

3. Surfaces imperméables à l'eau, résistantes aux agents de nettoyage et de désinfection sans endroits inaccessibles au nettoyage.	Oui : sols et murs	Oui : sols, murs et plafonds	Oui : sols, murs et plafonds
4. Présence d'une douche.	Non	Optionnel. Si oui, à proximité de la salle dédiée aux activités techniques	Oui. Douche de décontamination entre la salle dédiée aux activités techniques et le sas d'habillage du scaphandre
5. Présence d'un autoclave.	Optionnel.	Oui, dans la salle dédiée aux activités techniques, à double entrée ou à proximité immédiate (2)	Oui, dans la salle dédiée aux activités techniques, double entrée
6. Cages, moyens de contention, procédures d'euthanasie appropriés aux espèces animales.	Oui	Oui	Oui
c) Pratiques opératoires			
1. Stockage des agents biologiques dans un lieu sécurisé.	Oui	Oui	Oui
2. Manipulation des matières infectées et de tout animal contaminé dans un système approprié de confinement (3).	Oui	Oui	Oui
3. Inactivation des déchets.	Optionnel, avant leur sortie de l'établissement	Oui, avant leur sortie de l'établissement	Oui, avant leur sortie de la salle dédiée aux activités techniques
4. Inactivation des agents biologiques dans les effluents par des moyens appropriés.	Optionnel	Oui	Oui
<p>Oui : exigence. Non : pas d'exigence.</p> <p>Optionnel : doit être décidé, au cas par cas, sur la base de l'évaluation des risques, à la suite de laquelle ces mesures devront - ou non-être appliquées.</p> <p><b>Dans le cadre de ce marché, l'optionnel devra être détaillé dans le BPU</b></p> <p>Les deux dernières options du tableau sont des pratiques de laboratoire qui ne sont pas à prendre en compte.</p> <p>(2) Mise en place de procédures validées, permettant le transfert vers un autoclave extérieur au local, conférant la même protection et contrôlées dans leur déroulement.</p> <p>(3) Lorsque des animaux de laboratoire sont délibérément contaminés par un ou plusieurs agents biologiques pathogènes, ils doivent être manipulés ou hébergés dans des locaux répondant aux conditions et</p>			



niveaux de confinement requis du fait de la classification du ou des agents pathogènes utilisés.

#### 4.3. Description des activités pouvant être réalisées au sein de cette structure.

La bactériologie sur le centre de Brest concerne principalement la bactériologie environnementale c'est-à-dire l'étude des interactions des micro-organismes entre eux et avec leur environnement (océan côtier, hauturier, ...). La bactériologie peut également être utilisée par des thématiques émergentes et/ou relevant de l'innovation.

Pour la plupart de ces projets, il est nécessaire d'identifier et de caractériser des souches bactériennes (manipulation de souches bactériennes vivantes, caractérisations, étude des fonctions, évaluation de leur résistance à des antibiotiques par des antibiogrammes ...).

Or, ces bactéries non connues a priori (identification après cultures) peuvent présenter un caractère pathogène.

Il pourrait également s'avérer nécessaire de pouvoir modifier génétiquement des souches bactériennes lors de futures études par ajout/remplacement de gènes (codant pour la GFP, par exemple, pour observer une bactérie au microscope (ex : caractérisation des biofilms mono-espèces et pluri-espèces) ; OGM, par addition, délétion ou substitution d'un gène pour étudier les fonctions de certaines protéines ...) pour mesurer certains composés dans le milieu marin (« bacterial whole-cell biosensors »).

Dès que l'on travaille sur des bactéries vivantes que l'on doit isoler, cultiver et caractériser, il faut travailler en laboratoire avec un minimum d'exigences, de sécurité pour le manipulateur et l'environnement. En effet, lors de l'analyse d'échantillons de l'environnement, quels qu'ils soient, le manipulateur peut être exposé à un risque lors de la manipulation de ces bactéries naturellement présentes dans des échantillons. Une réglementation encore plus stricte existe pour l'utilisation des souches modifiées génétiquement.

La structure **attendue de niveau biosécurité au moins L2** devra permettre de **cultiver des souches microbiennes (bactériennes) vivantes isolées des échantillons environnementaux** permettant la croissance des micro-organismes ciblés.

La structure devra **permettre d'accueillir simultanément entre 1 et 3 salariés** sachant que le potentiel d'occupation de ces locaux est le suivant (nombre de permanents, doctorants, stagiaires dans les différentes unités) :

- Unité de recherche RDT-LDCM : 2 permanents. Non permanents (doctorants, post-doctorants, CDD, stagiaires) : en moyenne 2 par an.
- Unité de recherche RBE-PHYTNESS : 2 permanents. En moyenne 2 à 3 non permanents / an.
- Unité de recherche ODE-DYNECO : 4 permanents. Non permanent : 1 / an.

#### 4.4. Description des principaux besoins de la structure

Pour réaliser les manipulations scientifiques, la structure devra être équipée avec le matériel suivant :

- 2 PSM de 90cm minimum
- A minima 1 étuve adaptée à l'ameublement
- 1 réfrigérateur / 1 congélateur adapté à l'ameublement
- Un autoclave adapté à l'ameublement

**Le candidat proposera une version de la structure intégralement agréée « clé en main ».**

Les ameublements (paillasse et rangements) seront prévus par le candidat.

#### 4.5. Description de la mise en place

La visite sur site avant réponse du candidat n'est pas demandée.

Le candidat devra spécifier dans son offre :

- \* le délai maximum d'installation du bâtiment modulaire à compter de la notification du bon de commande,
- \* les raccordements nécessaires pour la mise en fonctionnement de la structure proposée,
- \* le protocole d'installation (si proposition d'un modulaire, décrire les moyens mis en place pour son emplacement),

L'installation se fera sur le centre IFREMER de Plouzané, sur une plateforme dédiée à la mise en place de telles structures, disposant des raccordements suivants :

- Raccordement électrique via prise électrique 32A
- Raccordement eau potable
- Raccordement air comprimé.

Le titulaire assurera la mise en place des moyens nécessaires à l'installation de la structure tels que plots béton ou autre. Il prendra à sa charge la planéité de la structure ainsi que les moyens nécessaires à un accès conforme à la réglementation à la structure pour les usagers.

Les prestations de manutention, comprenant notamment le balisage de la zone seront prises en compte par le prestataire.

Le prestataire assurera le branchement de la structure, appuyé par les services techniques de l'IFREMER.

Il assurera la mise en service de l'équipement et les prestations nécessaires à la qualification de l'équipement.

Photographies de la zone d'implantation :





#### 4.6. Formation

Le prestataire prendra à sa charge une formation à l'utilisation de la structure et de ses équipements pour 10 personnes de l'IFREMER, afin qu'ils disposent des connaissances pour une parfaite utilisation de l'équipement.

Une notice d'utilisation de la structure et de ses équipements sera mise à disposition de l'IFREMER.

#### 4.7. Suivi des interventions de maintenance

La maintenance préventive et corrective de l'équipement sera prise en charge au titre du marché.

Chaque intervention de maintenance préventive ou curative, fera l'objet d'un rapport d'intervention, avec mention du dysfonctionnement constaté lors de l'intervention curative ainsi que les opérations réalisées pour remédier au problème. Chaque rapport d'intervention doit être envoyé par le titulaire à l'interlocuteur IFREMER désigné.

Pour toute intervention, les rapports mentionnent obligatoirement :

- Le nom de la société intervenante et le nom de l'intervenant
- La date d'intervention,
- Le site d'intervention (bâtiment, nom du laboratoire, n° pièce, étage)
- Les références de l'équipement (fabricant, modèle, n° série, repère interne),
- L'objet de l'intervention et les observations éventuelles.

Le descriptif des travaux réalisés : le rapport doit contenir les détails de l'intervention. Si des équipements sont déclarés non-conformes à leur utilisation, le prestataire s'engage à les remplacer dans les plus brefs délais. Des exemples de rapport doivent accompagner l'offre.

Le titulaire s'engage à respecter les éléments de vérification des équipements mentionnés aux pages 8 et 9 du document en annexe 2 (Principales vérifications périodiques ED 828 INRS).

A l'issue de chaque intervention de maintenance, le titulaire s'engage à reprendre toutes les pièces remplacées. De plus, il est demandé au titulaire d'apposer de manière permanente et visible sur chaque appareil contrôlé une fiche signalétique de contrôle. Cette fiche comportera au moins les éléments suivants :

- Le nom de la société intervenante
- La date d'intervention,
- Les références de l'équipement
- l'expression de la conformité ou de la non-conformité de l'appareil aux référentiels normatifs

Exemple de description de la maintenance préventive attendue sur certains équipements :

### Poste de Sécurité Microbiologique de type II

#### Référentiels normatifs

	PSM type II
Critères de performances généraux et méthodes de test	NF EN 12469
Méthode de vérification de la classe d'empoussièrement ISO 5	NF EN ISO 14644 parties 1 à 3
Conformité des filtres HEPA 14	NF EN 1822 partie 1

#### Vérifications attendues :

- \*Examen visuel
- \*Test fumigène
- \*Contrôle du flux d'air entrant
- \*Contrôle du flux d'air descendant
- \*Contrôle de fonctionnement des filtres
- \*Contrôle des alarmes
- \*Conformité et préconisations éventuelles d'entretien et de maintenance corrective et préventive.

En termes de délai d'intervention en cas de dysfonctionnement de l'équipement, idéalement le titulaire interviendra pour un dépannage dans un délai 2 jours ouvrés.



#### 4.8. Désinstallation de la structure

Le titulaire prendra à sa charge toutes opérations de désinstallation de la structure, comprenant le débranchement de la structure, sa manutention et les prestations de transport. L'IFREMER procédera au nettoyage intérieur de l'équipement et au retrait des matériels lui appartenant.

Un délai de 2 mois entre la notification de la commande de désinstallation et le départ de la structure de l'IFREMER est attendue.

L'IFREMER s'engage à ne pas occuper et utiliser la structure à compter de la date qui aura été annoncée.

#### 4.9. Interlocuteurs du marché

##### 4.9.1. Interlocuteurs du Titulaire du marché

Dès la notification du marché, le Titulaire désigne un interlocuteur unique pour les besoins de l'exécution du marché pour la partie administrative et financière.

##### 4.9.2. Interlocuteurs de l'IFREMER

Des interlocuteurs IFREMER qui sont en « interface » entre les utilisateurs de l'équipement et le Titulaire sont désignés :

Service	Correspondant IFREMER	Adresses électroniques
Conditions de travail et Prévention des Risques Professionnels (CPRP)	Steve BERTHO Emmanuelle QUENOT	cprp@ifremer.fr
Infrastructures et Moyens associés	Franck GUERNALEC	Franck.Guernalec@ifremer.fr

#### 4.10. Bilan annuel et rapport annuel

Après chaque année de contrat, **dans un délai de 1 mois à l'issue de la date de fin d'année contractuelle**, le titulaire remettra un rapport annuel.

Ce rapport annuel a vocation à permettre de disposer d'une vue synthétique de l'état de fonctionnement de l'équipement.

**Ce rapport sera présenté à l'IFREMER par le titulaire lors d'une réunion sur le site de Plouzané ou en visio.**

## 4.11.Reprise des déchets

### 4.9.1 Déchets non dangereux

Les déchets produits durant les interventions du Titulaire (déchets d'emballages, de consommables, de livraison, ...) restent à sa charge. En particulier et sauf demande contraire dûment exprimée par IFREMER, le Titulaire laisse les sites de l'IFREMER libres de tout emballage secondaire et tertiaire servant au conditionnement et au transport des produits et autres consommables.

### 4.9.2 Déchets dangereux

Le Titulaire a à sa charge l'enlèvement et le traitement des déchets dangereux générés durant les interventions (filtres, préfiltres usagés, pièces et consommables contaminés, cartes électriques ou électroniques, ...) selon la ou les filières adaptées conformément à la réglementation en vigueur.

Le Titulaire communiquera annuellement un état des déchets collectés dans le cadre de cette obligation. Cette traçabilité de déchets pourra se faire via Trakdéchets à défaut ce bilan précise la typologie de déchets concernés et, pour chaque typologie, les types de traitement appliqués.

En cas d'évolution de la réglementation en cours d'exécution de l'accord cadre, le Titulaire est tenu de se conformer aux éventuelles nouvelles obligations. Dans ce cas, le titulaire est tenu d'informer IFREMER des modalités de mise en œuvre de ces obligations dans l'exécution de l'accord-cadre.

## 4.12.Confidentialité

Le titulaire s'engage à considérer comme confidentiels tous les renseignements qu'il pourrait recueillir à l'occasion de l'exécution de ces travaux ou de toutes autres informations issues des activités de l'Ifremer.

## 4.13. Sécurité et prévention des risques

En matière d'hygiène et de sécurité, le Décret n°92-158 du 20 février 1992 complétant le code du travail (deuxième partie : Décrets en Conseil d'Etat) et fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure devra être respecté. L'entreprise pourra remettre dans son offre une analyse des risques relative aux prestations réalisées (facultatif). Après notification et avant début des prestations le prestataire et le représentant du maître d'ouvrage établiront conjointement un plan de prévention dont la validité sera d'une année.

## 4.14. Développement durable

L'IFREMER souhaite que le Titulaire soit force de proposition pour l'impact environnemental lié aux prestations à mener.

Les réunions seront organisées de préférence en présentiel mais pourront également être menées par visioconférence afin de limiter l'impact sur l'environnement.

Tous les livrables doivent être mis à disposition au format dématérialisé (format.pdf ou équivalent) et/ou sur des supports en papier recyclé ou écolabellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (exemples : labels FSC, PEFC ou équivalent).